



Déclaration liminaire des élus de la CGT CE extraordinaire du 25 avril 2014

Malgré plusieurs mois de mobilisation et de négociations, la direction s'apprête à mettre en œuvre un PDV unilatéral qui entend faire partir de l'entreprise 356 salariés, dont 22 sur le seul pôle Nord-Ouest, 26 si l'on compte les filières RH et Finances.

L'absence d'un accord avec les organisations syndicales témoigne de l'échec de la direction de cette entreprise, qui a fait du simulacre de dialogue social sa marque de fabrique : dans un jeu de dupes permanent, on fait mine de négocier tout en ne lâchant rien.

Avec une telle posture, l'entreprise vient ainsi de rater l'occasion de rajeunir sa pyramide des âges, en permettant à ceux qui étaient proches de la retraite ou qui, du fait d'un métier pénible aspiraient à un repos bien mérité, de quitter la société.

La direction est restée arc-boutée sur un projet purement comptable, qui repose sur le dogme des mutualisations et des poly-compétences qui auront un impact direct sur l'activité déjà réduite à l'os en région et dégraderont un peu plus les conditions et la charge de travail de ceux qui resteront. L'ICCHSCT ne s'y est pas trompé.

Côté justification économique, les pistes alternatives mises en avant par l'expert des organisations syndicales sont restées lettre morte, contestées d'emblée par les financiers de l'entreprise qui n'ont pas même cherché à étayer et sourcer les chiffres qui justifiaient leur refus. A ainsi été balayée d'un revers de la main, la réflexion autour de recettes additionnelles liées à la publicité en région, estimée à 26 millions d'euros. Même mépris sur la ré-internalisation de la production, alors que France Télévisions n'atteint même pas les 5% de production autorisée en interne et qu'on en est même très très loin.

Au lieu de cela on est en train d'installer notre chaîne dans la récession. Sans projets autres que celui de produire de moins en moins et moins, de plus en plus mal et moins cher.

Et la mission Brucy dont on attendait le premier vrai grand débat sur la régionalisation de France 3 risque de tourner à la douche froide. Les échos qui nous parviennent laissent penser qu'elle porte en fait la même feuille de route que la direction de France Télévisions et les mêmes recettes. Pas de redistribution de moyens, pas de remise à plat du modèle, mais des ajustements de créneaux à la marge et surtout la généralisation des polyvalences pour produire « moderne » comme disent les managers, comme si le fait de produire les programmes dans de bonnes conditions, en tirant le meilleur parti des compétences et des savoir faire et en privilégiant la qualité, c'était du conservatisme et une façon de penser digne d'être remise au musée des idéalisations car n'ayant rien à voir avec le service public.

On ne peut qu'être écoeurés de cette politique, poussée hypocritement par un gouvernement prétendument de gauche, qui a depuis longtemps remis ses promesses de campagne et les idéaux de son électorat.

Au-delà de la spirale mortifère dans laquelle est entrée notre entreprise, ce PDV est injuste. Une fois de plus, à l'image de l'indécent spectacle donné à longueur d'actualité par les dirigeants de ce monde, il fait peser l'effort sur les opérationnels et laisse penser que pendant ce temps-là une élite se partage les prébendes. Que dire de ces 20 postes de hauts-dirigeants censés alléger la structure ; les seuls qui ne soient pas fléchés ? Le message est désastreux : en laissant toute latitude aux intéressés de se manifester en fonction des effets d'aubaine qui permettront à ces gros salaires de partir avec de confortables indemnités, on accrédite l'idée que l'élite se goinfre pendant que les petits trinquent.

Après des années d'économies drastiques imposées aux salariés, alors que le pôle Nord-Ouest a vu son budget fondre de 7 millions d'euros en deux ans, que l'an dernier, les effectifs ont subi une hémorragie de 32 ETP non permanents qu'on a envoyés pointer à pôle emploi, alors qu'aujourd'hui l'activité régionale est à son plus faible étiage, de tels agissements donnent le sentiment d'un cynisme insupportable.

Rennes, le 25 avril 2014